



L'HÉTAIRIE

Le combat des idées à gauche

Tirons les leçons de la crise afghane : vers une plus forte intégration diplomatique et militaire de l'Union européenne

Par Alexandre RIOU, Guillaume FARDE et Florian VADILLO

Avec l'effondrement éclair du gouvernement afghan, le pays se montre à la hauteur de son histoire : celle d'un borbier pour toutes les puissances ayant tenté de diriger le pays (la Grande Bretagne au XIXe siècle, l'URSS dans les années 1980 et désormais les Etats-Unis)¹. A cet égard, on ne saurait parler de surprise stratégique ; la seule inconnue qui demeurait jusqu'alors était le calendrier de cette reconquête du pays et personne n'avait anticipé qu'elle serait si soudaine, du moins publiquement.

Car, depuis le 29 février 2020 et la signature des Accords de Doha, l'administration Trump avait fait le choix de négocier avec les Talibans pour amorcer un désengagement des forces américaines. Et Joe Biden une fois élu Président des Etats-Unis n'a pas remis en cause cette doctrine du désengagement, se bornant à menacer de représailles sévères toute action qui entraverait le départ en bon ordre des forces américaines présentes.

On ne saurait parler de surprise stratégique ; la seule inconnue qui demeurait jusqu'alors était le calendrier de cette reconquête du pays

Ce retrait qui clôt vingt ans de présence américaine, et plus largement occidentale, dans ce territoire. Vingt années dont le bilan financier et humain en indique la mesure : plus de 1 000 milliards de dollars d'investissement, 2 349 morts américains et plus de 20 000 blessés. La France déplore 90 décès parmi ses soldats.

Au-delà, l'épisode établit indubitablement la faillite du système de *Nation building* qui a dominé la doctrine diplomatique américaine pendant plusieurs décennies. S'il a pu produire quelques résultats tangibles, comme dans le cas des Balkans, en dehors de sociétés européennes témoignant d'une culture commune de l'Etat et de la Nation, il n'a su produire d'effet. Et c'est à bon escient que, lors de son déplacement à Bagdad, Emmanuel Macron a marqué ses distances avec le concept de *Nation Building*, en ne prétendant y recourir ni au Mali, ni ailleurs où la France est engagée.

Les puissances diplomatiques s'apprentent donc à opérer un véritable saut dans l'inconnu. Toutefois, leur responsabilité est grande. Et s'il convient de se méfier des parallèles

¹ Mais la victoire des Talibans n'est pas sans ombres : les attentats perpétrés par Daech dans les dernières heures de la présence occidentale, plus généralement la pression exercée par l'Etat

islamique, les a contraints à des opérations de contre-terrorisme qu'ils n'avaient pas prévues. Ces événements ont souligné les faiblesses des vainqueurs.

historiques hasardeux, des similitudes se dessinent avec le syndrome munichois qui consista à céder la Tchécoslovaquie à l'appétit vorace d'Hitler en échange d'une paix illusoire que nous avons chèrement payée seulement quelques mois après. Si l'Afghanistan est tombé et que les chancelleries occidentales l'ont accepté plus ou moins à dessein. En effet, en abandonnant un régime certes imparfait, aux mains d'extrémistes religieux, elles ont cédé à un lâche soulagement court-termiste et de grande désunion. Les dernières évolutions témoignent d'ailleurs d'une impossibilité à trouver une stratégie commune, voire *a minima* un discours commun face aux forces talibanes².

Eu égard à la place singulière de l'Afghanistan dans la propagande islamiste, que ce soit d'Al-Qaïda dont il fut la terre d'accueil ou plus largement des groupes terroristes à l'instar de Daech au grand Khorasan, dont les membres sont issus de Talibans défecteurs jugeant le canal historique trop timoré, comment oser espérer que des accords internationaux dissuaderont le nouveau régime taliban d'accueillir ou de se montrer bienveillant à l'égard des djihadistes de Libye, de Syrie ou d'ailleurs ? Tôt ou tard, ce creuset de nos faillites pourrait redevenir notre calvaire. Joe Biden a d'ailleurs annoncé qu'il mènerait ce territoire des opérations ponctuelles de lutte contre les réseaux terroristes qui ne manqueront pas d'essaimer, à défaut de poursuivre des opérations militaires massives.

Tôt ou tard, ce creuset de nos faillites pourrait redevenir notre calvaire.

Les moyens d'agir se sont d'ailleurs fort étiolés. Le soutien à une résistance intérieure appartient à un âge révolu et s'il faut saluer le courage d'un Ahmad Massoud qui tente de reprendre le flambeau de son père, il y a peu à espérer de ce côté-là. D'abord parce que, contrairement aux années 1990, les Occidentaux - Américains en tête - ne fourniront plus un approvisionnement régulier en armes pour soutenir la guérilla. Ensuite et surtout parce que le principal opposant aux Talibans n'est autre que Daech qui va certainement occuper et mobiliser une grande part de leurs moyens. Or les ennemis de nos ennemis, sont parfois nos ennemis.

Et l'Europe dans tout cela ? Elle a piteusement existé par le biais d'une phrase du Président de la République lors de son allocution du 16 août dernier, appelant de ses vœux « une initiative européenne pour protéger contre des flux migratoires. Si une initiative européenne doit advenir, ce n'est certainement pas pour se protéger d'une éventuelle vague migratoire mais tout simplement pour exister et peser sur les sujets diplomatiques et militaires. Sa faiblesse appelle à une intégration plus grande, une uniformisation diplomatique pour peser davantage dans le concert des Etats-Continents ou encore sur une défense plus partagée et mieux coordonnée à défaut d'être totalement intégrée.

Car aucune Nation ne tirera profit de la désunion car aucune ne dispose de la force suffisante. Songeons ainsi à

² Dans le cas français, les contacts entrepris ont été dictés par la contrainte de poursuivre nos

évacuations au-delà de la date fatidique du 31 août.

l'attitude des Etats-Unis qui n'ont pas hésité à abandonner la France au tout dernier moment lorsque des frappes contre la Syrie étaient programmées en 2013. Nous connaissons aujourd'hui les conséquences de ces renoncements. Une défense européenne plus coordonnée et mutualisée pourrait s'affranchir de ce besoin récurrent du soutien américain pour mener ses propres actions dans le cadre de ses orientations diplomatiques communément définies, pour œuvrer à notre sécurité.

De fait, il serait de bon ton que l'effort militaire et antiterroriste porté par la France soit davantage partagé par les autres Etats-membres de l'Union européenne. Si la République tchèque, qui se montre particulièrement active et volontariste sur ce terrain malgré des capacités limitées, le peut, alors d'autres pays seront en mesure d'y prendre part équitablement. En effet, dans un contexte plus large de lutte contre les factions terroristes, en Afrique, au Moyen-Orient ou encore en Asie centrale, l'Allemagne ne semble pas véritablement solidaire de l'engagement français. Angela Merkel a beau jeu de minimiser son engagement au motif d'une baisse de la menace représentée par Al-Qaïda, le risque ne décroît pas. Le djihadisme sous toutes ses formes, et dans la pluralité de ses chapelles idéologiques, est une hydre. Combien de temps faudra-t-il aux groupes terroristes pour recouvrir les territoires du Sahel jadis prêts à tomber, dès lors que nous en serons partis ? Cette prise de conscience par l'ensemble des Etats-membres tarde, or elle apparaît aujourd'hui indispensable.

A l'aube de la Présidence française du

Conseil de l'Union européenne, peut-être serait-il pertinent d'inscrire ces différents sujets au rang des priorités majeures à l'agenda. Ce d'autant que l'Afghanistan nous offre une nouvelle illustration flagrante des recompositions géopolitiques à l'œuvre, avec des acteurs de premier plan tels que la Russie ou la Chine. Ne choisissons pas la désunion quand le projet européen n'a jamais été aussi pertinent.

*Aucune Nation ne
tirera profit de la
désunion car
aucune ne
dispose de la
force suffisante*